

Art. 12. Artikel 27, lid B, punt 4°, van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« 4° wanneer de leerlingen bij één van de organisatoren van cursussen hebben voldaan en de raad van leraars van de andere organisator van cursussen hen niet tot de hogere klas heeft toegelaten of wanneer de leerlingen bij beide organisatoren van cursussen niet hebben voldaan en de beslissingen en voorstellen van de twee raden van leraars verschillen, worden de dossiers onderzocht door een beperkte commissie die samengesteld is uit de directeur van het Instituut en de leersecretaris of hun vertegenwoordigers, alsook uit een pedagogisch adviseur van het Instituut. De Commissie stelt voor de leerling te laten blijven zitten of de erkenning van de leerovereenkomst in te trekken, waarbij het recht latere overeenkomsten af te sluiten desgevallend uitgesloten wordt; de intrekking kan eventueel beperkt blijven tot het beroep dat het voorwerp van de overeenkomst uitmaakt. De Commissie kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken. Ze vergadert uiterlijk op 10 september. »

Art. 13. Artikel 27, lid B, punt 5°, van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« 5° wanneer voorgesteld wordt de leerling te laten blijven zitten, verzoekt de leersecretaris de partijen die de overeenkomst hebben gesloten om hem vóór 15 september hun akkoord voor de verlenging van de leerovereenkomst te doen geworden; hij wijst de leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger erop dat de weigering van de verlenging of het uitblijven van het antwoord de intrekking van de erkenning van de overeenkomst of de uitsluiting van het recht latere overeenkomsten af te sluiten tot gevolg kan hebben. »

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2004.

Art. 15. De Minister bevoegd inzake opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 4 november 2004.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

Minister van Lokale Besturen

K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President,

Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme

B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 88

[2005/200012]

23 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, notamment les articles 2, 4 à 6, 10, 13, 15 et 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 relatif aux missions régionales pour l'emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 24 mai 2004;

Vu l'avis n° 37.689/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 octobre 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

2° le bénéficiaire : la personne visée à l'article 3 du décret;

3° la Commission : la Commission consultative d'agrément des Mire visée à l'article 7 du décret et localisée au sein de l'Administration;

4° le dispositif : le dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle institué par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

5° l'administration : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

6° le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en son entité « Régisseur-ensemblier »;

7° le Ministre : le Ministre de l'Emploi;

8° la Mire : la mission régionale pour l'emploi, telle que définie à l'article 1^{er} du décret.

CHAPITRE II. — *De la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément*

Art. 2. La demande d'agrément, dont le modèle est arrêté par le Ministre sur proposition de l'administration, est introduite par l'organisme requérant auprès de l'administration soit par lettre recommandée, soit par voie électronique. Cette demande d'agrément est accompagnée d'un dossier comprenant :

- 1° les statuts de l'organisme;
- 2° la composition du conseil d'administration de l'organisme;
- 3° la description du projet de l'organisme comportant ses finalités en matière d'insertion durable des bénéficiaires dans un emploi de qualité, ses objectifs précis en termes de volume d'activité et d'échéances, les méthodologies que cet organisme se propose d'appliquer, les moyens financiers, matériels et humains nécessaires à la réalisation de ses objectifs;
- 4° une copie de l'agrément obtenu comme service d'insertion conformément au décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;
- 5° une copie de la convention de partenariat conclue avec le FOREm dans le cadre du dispositif;
- 6° un projet de convention à conclure avec le bénéficiaire;
- 7° un projet de convention à conclure avec l'employeur.

Art. 3. Dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément, l'administration adresse à l'organisme un accusé de réception.

Lorsque l'administration constate l'existence d'une demande multiple telle que visée à l'article 5, § 2, du décret, afin de compléter le dossier préalablement à la transmission du dossier à la Commission, elle sollicite sans délai l'avis du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation compétent. Celui-ci remet son avis dans un délai de deux mois. A défaut, cet avis est réputé favorable.

Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'administration le transmet, dans le mois, à la Commission.

Art. 4. La Commission est tenue, dans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi du dossier par l'administration et en application de l'article 7, 1°, du décret, de remettre un avis au Ministre. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé défavorable.

Préalablement à cet avis, la Commission peut entendre les représentants de tout organisme qui sollicite l'agrément, soit à la demande de celui-ci, soit d'initiative. Dans ce dernier cas, elle adresse une convocation par lettre recommandée qui mentionne les points sur lesquels les représentants de l'organisme seront entendus.

Art. 5. Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la Commission. A défaut de décision prise dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Par dérogation à l'alinéa précédent, à défaut d'une décision prise dans un délai d'un mois, celle-ci est réputée défavorable lorsqu'elle concerne une demande multiple, telle que visée à l'article 5, § 2, du décret.

L'administration notifie, dans le mois, par lettre recommandée, la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à l'organisme.

L'administration communique également la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à la Commission et au Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation concerné.

Art. 6. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite auprès de l'administration soit par lettre recommandée, soit par voie électronique, au plus tôt quatre mois et au plus tard deux mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

Cette demande de renouvellement d'agrément est accompagnée d'un dossier comportant les modifications apportées au dossier établi conformément à l'article 2.

La procédure établie aux articles 3 à 5 est applicable aux demandes de renouvellement d'agrément.

Art. 7. § 1^{er}. Le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément d'une Mire, sur avis préalable de la Commission, rendu après audition des représentants de la Mire.

La Commission adresse la convocation à l'audition par lettre recommandée mentionnant les points sur lesquels l'audition portera.

§ 2. L'agrément ne peut être suspendu pour une durée excédant trois mois.

Passé le délai de suspension, le Ministre peut retirer l'agrément si la Mire ne remplit toujours pas les conditions de l'agrément.

§ 3. L'administration notifie à la Mire la décision du Ministre relative à la suspension ou au retrait de l'agrément et en informe la Commission.

CHAPITRE III. — *Des modalités de mise en œuvre des actions d'accompagnement et d'insertion*

Art. 8. § 1^{er}. En application de l'article 2 du décret, chaque Mire a pour mission générale de mettre en œuvre des actions, collectives ou individuelles, d'insertion et d'accompagnement.

Ces actions consistent à :

1° insérer le bénéficiaire dans un emploi durable et de qualité en s'appuyant sur des actions de formation professionnelle, y compris en alternance, organisées dans le cadre du partenariat et d'une durée maximale de 1 250 heures;

2° accompagner le bénéficiaire dans sa recherche active d'emploi pendant une durée maximale de douze mois, soit en lui offrant les services et les supports logistiques nécessaires à son insertion professionnelle, soit en s'appuyant sur un contrat de travail à durée déterminée, notamment :

a) un contrat de mise à l'emploi conclu en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'Action sociale;

b) un contrat d'apprentissage industriel de professions salariées conclu en application de la loi du 19 juillet 1983 relative à l'apprentissage industriel de professions salariées;

c) un contrat relatif au Programme de transition professionnelle;

d) une convention de premier emploi, telle que visée à l'article 27, 2°, de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

e) un ou plusieurs contrats de travail intérimaire d'une durée globale inférieure à 110 jours ouvrables;

f) un contrat d'adaptation professionnelle tel que visé au titre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi.

Pour être considérée comme action d'insertion et d'accompagnement au sens du présent arrêté, chaque contrat visé au 2° de l'alinéa précédent doit :

1° déboucher sur un emploi durable et de qualité au sens de l'article 2, § 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

2° être suivi d'un accompagnement dans l'emploi, par la Mire, d'une durée maximale de six mois durant la période d'un an qui suit la mise à l'emploi.

§ 2. En fonction des besoins des bénéficiaires et de leur parcours, les actions visées au § 1^{er}, comprennent notamment les étapes suivantes :

1° la prospection des emplois visés;

2° l'information et la sélection des bénéficiaires;

3° la détermination des postes de travail recherchés;

4° des séquences de formation ou d'ajustement, d'immersion en entreprise et de préparation au monde du travail, en ce compris la recherche active d'emploi;

5° la contractualisation dans un emploi durable et de qualité;

6° le suivi d'une durée de six mois après la contractualisation.

§ 3. Chaque Mire doit, pour chaque action collective, mettre sur pied un comité d'accompagnement réunissant les partenaires du projet et établir un dossier descriptif comportant les éléments suivants :

1° l'emploi recherché ou proposé;

2° les partenaires du projet et leurs modalités d'intervention précises;

3° la composition du comité d'accompagnement ainsi que le calendrier des réunions de celui-ci;

4° les modalités d'évaluation de l'action concernée.

Art. 9. Chaque Mire conclut avec le bénéficiaire une convention précisant notamment les éléments suivants :

1° les droits et obligations des deux parties en ce compris la possibilité de recours ouverte en vertu de l'article 12 du décret;

2° l'emploi recherché ou proposé;

3° le type et les modalités d'accompagnement proposés au bénéficiaire pendant la durée de la formation et pendant les six mois suivant la contractualisation;

4° les différentes étapes prévues pour chaque action d'accompagnement et d'insertion, leur durée et leur objectif.

Art. 10. Chaque Mire conclut avec l'employeur une convention précisant le type d'intervention, le type de contrat, sa durée, les modalités de l'accompagnement du bénéficiaire et, le cas échéant, l'organisation d'un comité d'accompagnement.

CHAPITRE IV. — *Du plan d'actions annuel et du rapport annuel d'activités*

Art. 11. La Mire transmet à la Commission et au Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation compétent, pour le 1^{er} octobre au plus tard, le plan d'action relatif à l'année civile suivante.

Ce plan d'actions, dont le modèle est arrêté par le Ministre sur proposition de l'administration, comporte la description des actions envisagées, en ce compris les actions innovantes ou périphériques, en précisant les objectifs de celles-ci, leur durée, le nombre de bénéficiaires concernés, les partenariats et la méthodologie envisagés, ainsi qu'un budget prévisionnel détaillé identifiant les besoins en termes de ressources humaines, matérielles et financières.

Art. 12. La Commission remet au Ministre, pour le 31 décembre au plus tard, son avis sur le plan d'actions annuel.

Art. 13. La Mire remet son rapport d'activités de l'année civile écoulée à la Commission et au Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation compétent, pour le 15 avril au plus tard.

Ce rapport d'activités, dont le modèle est arrêté par le Ministre sur proposition de l'administration, doit refléter l'activité de la Mire. Il comprend notamment :

1° les modifications éventuelles concernant la composition du Conseil d'administration et le personnel occupé par la Mire;

2° les données quantitatives et qualitatives correspondant aux objectifs fixés en fonction des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3° une analyse critique des succès et échecs rencontrés;

4° les indices de satisfaction des acteurs concernés;

5° le bilan financier et les comptes de l'année écoulée, approuvés par l'assemblée générale.

Art. 14. La Commission d'agrément remet, au Ministre, pour le 30 juin au plus tard, son avis sur le rapport d'activités.

CHAPITRE V. — *De la subvention annuel de fonctionnement*

Art. 15. § 1^{er}. Le montant du socle de base de la subvention visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1°, du décret est constitué de deux subventions :

1° une subvention qui couvre les coûts salariaux d'un équivalent temps plein et demi, au minimum, pour les fonctions suivantes :

a) coordinateur de projets;

b) agent d'insertion;

c) assistant administratif ou financier.

2° une subvention dont le montant est :

a) pour la première année de fonctionnement, de vingt-neuf mille six cents euros;

b) pour les années suivantes, fixé à quinze pour cent du montant total des subventions régionales et relevant des fonds structurels européens, octroyées à la Mire, pour les missions qui lui sont imparties dans le cadre de son agrément, pour l'année civile précédente.

Par dérogation au point 2°, a), de l'alinéa 1^{er}, en ce qui concerne les Mire agréées dans le cadre du décret et ayant fait l'objet d'un agrément accordé en application de l'arrêté du Gouvernement du 14 mai 1998 relatif aux missions régionales pour l'emploi, le montant est fixé à quinze pour cent du montant total des subventions régionales et relevant des fonds structurels, octroyées à la Mire, pour les missions qui lui sont imparties dans le cadre de son agrément, pour l'année civile précédente. Ce montant peut toutefois être revu à la baisse, lors du versement du solde de la subvention, si le bilan financier évoqué à l'article 13, 5°, indique que le montant octroyé l'année civile précédente en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 précité n'a pas été entièrement consommé.

Par dérogation au point 2°, b), de l'alinéa 1^{er}, le montant de la subvention peut être revu à la baisse, lors du versement du solde de la subvention, si le bilan financier évoqué à l'article 13, 5°, indique que le montant octroyé l'année civile précédente n'a pas été entièrement consommé.

§ 2. La subvention visée au § 1^{er} peut notamment être octroyée sous forme d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Art. 16. § 1^{er}. Le montant variable de la subvention visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1°, du décret est octroyé, dans les limites du crédit budgétaire, de la manière suivante :

1° dix mille cinq cents euros par équivalent temps plein occupé au 1^{er} janvier de l'année budgétaire concernée;

2° vingt-cinq euros par insertion réalisée;

3° dix euros par bénéficiaire ayant fait l'objet d'un accompagnement de trois cent vingt heures minimum.

§ 2. Le nombre d'équivalents temps plein occupés, tels que visés au § 1^{er}, 1°, est diminué de l'équivalent temps plein et demi, visé à l'article 15, 1°, et d'un équivalent temps plein par dix points octroyés en application de l'article 14 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, 2°, sont comptabilisés les insertions et les accompagnements réalisés durant l'année précédant l'année budgétaire concernée.

Art. 17. Les Mire transmettent à l'administration, pour le 31 janvier de l'année budgétaire concernée, les listes exhaustives des personnes occupées, des bénéficiaires insérés et des bénéficiaires accompagnés pendant le 1^{er} semestre de l'année précédente et pour le 31 août les listes exhaustives des bénéficiaires insérés et des bénéficiaires accompagnés durant le second semestre.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 18. L'administration soumet à la Commission, pour avis et avant le 30 juin, un rapport annuel sur l'exécution du décret.

La Commission dispose de trois mois pour remettre son avis.

L'administration transmet ensuite le rapport et l'avis de la Commission au Ministre qui est chargé de le présenter au Gouvernement wallon.

En exécution de l'article 15 du décret, le Gouvernement wallon transmet ce rapport au Conseil régional wallon pour le 1^{er} décembre au plus tard.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 relatif aux missions régionales pour l'emploi est abrogé.

Art. 20. Le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2005 — 88

[2005/200012]

23 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op de artikelen 2, 4 tot 6, 10, 13, 15 en 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 mei 2004;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 24 mei 2004;

Gelet op het advies nr. 37.689/2 van de Raad van State, uitgebracht op 20 oktober 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

2° gerechtigde : de persoon bedoeld in artikel 3 van het decreet;

3° Commissie : de adviescommissie voor de erkenning van de « Mire » bedoeld in artikel 7 van het decreet en gevestigd binnen de administratie;

4° stelsel : het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling ingesteld bij het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

5° administratie : de afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

6° FOREm : « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), als « regisseur-ensemblier »;

7° Minister : de Minister van Tewerkstelling;

8° « Mire » : de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling zoals bepaald in artikel 1 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Procedure inzake toekenning, verlenging, opschorting of intrekking van de erkenning*

Art. 2. De aanvraag om erkenning, waarvan het model door de Minister op voorstel van de administratie wordt vastgelegd, wordt door de verzoekende instelling bij aangetekend schrijven of bij e-mail aan de administratie gericht. Ze gaat vergezeld van een dossier bevattende :

1° de statuten van de instelling;

2° de samenstelling van de raad van bestuur van de instelling;

3° de omschrijving van het project van de instelling, met haar doelstellingen inzake duurzame inschakeling van de gerechtigden in een kwaliteitsbetrekking, haar specifieke doelstellingen inzake activiteitsomvang en termijnen, haar methodologie, de financiële, materiële en menselijke middelen om haar doelstellingen te halen;

4° een afschrift van de erkenning als inschakelingsdienst overeenkomstig het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

5° een afschrift van de partnerschapsovereenkomst gesloten met de FOREm in het kader van het stelsel;

6° een project van overeenkomst gesloten met de gerechtigde;

7° een project van overeenkomst gesloten met de werkgever.

Art. 3. Binnen tien dagen na ontvangst van het volledige dossier van erkenningsaanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de instelling.

Als de administratie vaststelt dat er een veelvuldige aanvraag is, zoals bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet, om het dossier aan te vullen vooraleer het naar de Commissie door te sturen, wordt het bevoegde Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming om advies verzocht. Dit comité geeft advies binnen een termijn van twee maanden. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt het geacht gunstig te zijn.

Zodra het dossier volledig is, wordt het binnen de maand door de administratie aan de Commissie overgemaakt.

Art. 4. De Commissie is overeenkomstig artikel 7, 1°, van het decreet verplicht de Minister advies te geven binnen twee maanden na de datum waarop de administratie het dossier verzonden heeft. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt het geacht ongunstig te zijn.

Vooraleer advies te geven kan de Commissie op eigen initiatief of op verzoek de vertegenwoordigers van elke instelling horen die om de erkenning verzoekt. Als de vertegenwoordigers van de instelling op initiatief van de Commissie worden gehoord, worden ze bij aangetekend schrijven opgeroepen. Het schrijven vermeldt de punten waarover ze gehoord zullen worden.

Art. 5. De Minister beslist uiterlijk binnen een maand na ontvangst van het advies van de Commissie. Bij gebrek aan beslissing binnen die termijn wordt ze geacht gunstig te zijn.

Bij gebrek aan beslissing binnen een termijn van een maand wordt ze in afwijking van het vorige lid geacht ongunstig te zijn als ze een veelvuldige aanvraag betreft zoals bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet.

De administratie geeft de instelling binnen een maand bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning.

De administratie geeft ook de Commissie en het bevoegde Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming kennis van de beslissing tot toekenning of tot weigering van de erkenning.

Art. 6. De aanvraag om verlenging van de erkenning wordt bij aangetekend schrijven of bij e-mail aan de administratie gericht ten vroegste vier maanden en uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning.

De aanvraag om verlenging van de erkenning gaat vergezeld van een dossier met de wijzigingen aangebracht in het overeenkomstig artikel 2 aangelegde dossier.

De procedure vastgelegd bij de artikelen 3 tot 5 is van toepassing op de aanvragen om verlenging van de erkenning.

Art. 7. § 1. Mits voorafgaandelijk advies van de Commissie kan de Minister de erkenning van een « Mire » opschorten of intrekken na de vertegenwoordigers van de « Mire » te hebben gehoord.

De oproeping voor de hoorzitting wordt door de Commissie bij aangetekend schrijven toegezonden en vermeldt de punten waarop het verhoor betrekking zal hebben.

§ 2. De erkenning mag hoogstens drie maanden opgeschort worden.

Na afloop van de opschorting kan de Minister de erkenning intrekken als de « Mire » nog steeds niet voldoet aan de voorwaarden van de erkenning.

§ 3. De administratie geeft de « Mire » kennis van de beslissing van de Minister betreffende de opschorting of de intrekking van de erkenning en verwittigt de Commissie.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de begeleidings- en inschakelingsacties*

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 2 van het decreet heeft elke « Mire » als algemene opdracht collectieve of individuele acties uit te voeren met het oog op de inschakeling en de begeleiding.

Deze acties zijn bestemd :

1° om de gerechtigde een duurzame en kwalitatieve baan te verschaffen d.m.v. acties inzake beroepsopleiding - ook alternerende - die georganiseerd worden in het kader van het partnerschap en hoogstens 1 250 uren duren;

2° om de gerechtigde gedurende maximum twaalf maanden actief te helpen zoeken naar een baan, hetzij door hem de noodzakelijke diensten en logistieke steun voor zijn inschakeling in het arbeidsproces ter beschikking te stellen, hetzij op grond van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, met name :

a) een tewerkstellingsovereenkomst gesloten overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) een industriële leerovereenkomst voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst overeenkomstig de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst;

c) een overeenkomst betreffende een doorstromingsprogramma;

d) een startbaanovereenkomst zoals bedoeld in artikel 27, 2°, van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

e) één of meer overeenkomsten inzake uitzendarbeid met een globale duur van minder dan 110 werkdagen;

f) een omscholingsovereenkomst zoals bedoeld in titel II van het besluit van de Waalse Regering tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt.

Om te worden beschouwd als begeleidings- en inschakelingsactie in de zin van dit decreet moet elke overeenkomst bedoeld in 2° van het vorige lid :

1° toegang verlenen tot een duurzame en kwalitatieve baan in de zin van artikel 2, § 1, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

2° tijdens de periode van een jaar na de tewerkstelling gevolgd worden door maximum zes maanden baanbegeleiding door de « Mire ».

§ 2. De acties bedoeld in § 1 omvatten al naar gelang de behoeften van de gerechtigden en hun traject o.a. de volgende etappes :

1° opsporing van de bedoelde banen;

2° voorlichting en selectie van de gerechtigden;

3° bepaling van de gezochte werkposten;

4° sequenties inzake vorming of aanpassing, onderdompeling in het bedrijf en voorbereiding op het arbeidscircuit, met inbegrip van het actief zoeken naar een baan;

5° contractualisering in een duurzame kwaliteitsbetrekking;

6° opvolging gedurende zes maanden na de contractualisering.

§ 3. Elke « Mire » richt voor elke collectieve actie een begeleidingscomité op met de partners van het project en legt een beschrijvend dossier aan waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de gezochte of aangeboden baan;

2° de partners van het project en de precieze modaliteiten betreffende hun tussenkomen;

3° de samenstelling van het begeleidingscomité en zijn vergaderkalender;

4° de modaliteiten voor de evaluatie van bedoelde actie.

Art. 9. Elke « Mire » sluit met de gerechtigde een overeenkomst waarin met name de volgende gegevens vastliggen :

1° de rechten en plichten van beide partijen, met inbegrip van de mogelijkheid om beroep in te dienen krachtens artikel 12 van het decreet;

2° de gezochte of aangeboden baan;

3° het soort begeleiding en de modaliteiten ervan aangeboden aan de gerechtigde tijdens de vorming en zes maanden na de contractualisering;

4° de verschillende etappes voor elke begeleidings- en inschakelingsactie, de duur en de doelstelling ervan.

Art. 10. Elke « Mire » sluit met de werkgever een overeenkomst waarin het soort tussenkomst, het soort contract, de duur ervan, de modaliteiten voor de begeleiding van de gerechtigde en, desgevallend, de organisatie van een begeleidingscomité vastliggen.

HOOFDSTUK IV. — Jaarlijks actieplan en jaarlijks activiteitenverslag

Art. 11. De « Mire » bezorgt de Commissie en het bevoegde Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming uiterlijk 1 oktober het actieplan voor het volgende kalenderjaar.

Dit actieplan, waarvan het model door de Minister op voorstel van de administratie wordt vastgelegd, bevat de omschrijving van de overwogen acties, met inbegrip van de innoverende en randacties. Het plan voorziet in de doelstellingen en de duur van de acties, in het aantal betrokken gerechtigden, in de overwogen partnerschappen en methodologie, alsook in een omstandige voorbegroting die de behoeften inzake menselijke, materiële en financiële hulpmiddelen weergeeft.

Art. 12. De Commissie geeft de Minister uiterlijk 31 december advies over het jaarlijks actieplan.

Art. 13. De « Mire » bezorgt de Commissie en het bevoegde Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming uiterlijk 15 april haar activiteitenverslag over het afgelopen kalenderjaar.

Dit activiteitenverslag, waarvan het model door de Minister op voorstel van de administratie vastgelegd wordt, moet de activiteit van de « Mire » weerspiegelen. Het bevat met name :

1° de eventuele wijzigingen in de samenstelling van de raad van bestuur en in het door de « Mire » tewerkgestelde personeel;

2° de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens die stroken met de doelstellingen naargelang van de factoren i.v.m. de sociaal-economische context en van de processen die zijn opgestart om daarop in te spelen;

3° een kritische analyse van de goede en slechte resultaten;

4° de voldoeningstekens van de betrokken actoren;

5° de financiële balans en de rekeningen van het afgelopen jaar, goedgekeurd door de algemene vergadering.

Art. 14. De erkenningscommissie geeft de Minister uiterlijk 30 juni advies over het activiteitenverslag.

HOOFDSTUK V. — Jaarlijkse werkingssubsidie

Art. 15. § 1. Het vastbedrag van de subsidie bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, van het decreet, bestaat uit twee subsidies :

1° een subsidie ter dekking van de loonkosten voor anderhalf voltijds equivalent, hoe dan ook voor volgende functies :

a. projectcoördinator;

b. inschakelingsagent;

c. administratief of financieel assistent;

2° een subsidie die :

a) negentwintigduizend zeshonderd euro bedraagt voor het eerste werkingsjaar;

b) voor de volgende jaren vastgelegd is op vijftien procent van het totaalbedrag van de gewestelijke subsidies en voortkomend uit de structurele Europese fondsen, toegekend aan de « Mire » voor het vorige kalenderjaar voor opdrachten die haar in het kader van haar erkenning zijn toegewezen.

In afwijking van punt 2°, a), van het eerste lid, krijgen de « Mire » die erkend zijn krachtens het decreet en waarvoor een erkenning is verleend overeenkomstig het besluit van de Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een bedrag gelijk aan vijftien procent van het totaalbedrag van de gewestelijke subsidies die onder de structurele Europese fondsen vallen. Die subsidies worden hen voor het vorige kalenderjaar toegekend voor opdrachten die ze in het kader van hun erkenning vervullen. Dit bedrag kan evenwel bij de storting van het saldo van de subsidie verminderd worden als de financiële balans bedoeld in artikel 13, 5°, erop wijst dat het bedrag dat in de loop van het vorige kalenderjaar overeenkomstig bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 is toegekend, niet helemaal opgebruikt werd.

In afwijking van punt 2°, b), van het eerste lid, kan het bedrag van de subsidie verminderd worden als uit de financiële balans bedoeld in artikel 13, 5°, blijkt dat het bedrag dat in de loop van het vorige kalenderjaar is toegekend, niet helemaal opgebruikt werd.

§ 2. De subsidie bedoeld in § 1 kan o.a. toegekend worden in de vorm van een tegemoetkoming zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Art. 16. § 1. Het variabele bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, van het decreet wordt binnen de perken van het begrotingskrediet toegekend als volgt :

1° tienduizend vijfhonderd euro per voltijds equivalent tewerkgesteld op 1 januari van bedoeld begrotingsjaar;

2° vijftientwintig euro per uitgevoerde inschakeling;

3° tien euro per gerechtigde die minstens driehonderd twintig uren begeleid wordt.

§ 2. De anderhalf voltijds equivalent bedoeld in artikel 15, 1°, en een voltijds equivalent worden in mindering gebracht van het aantal tewerkgestelde voltijds equivalenten bedoeld in § 1, 1°, voor elke tien punten die toegekend worden overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, 2°, worden de inschakelingen en de begeleidingen geboekt die uitgevoerd werden tijdens het jaar dat voorafgaat aan bedoeld begrotingsjaar.

Art. 17. De « Mire » bezorgt de administratie vóór 31 januari van bedoeld begrotingsjaar de volledige lijsten van de tijdens het eerste semester van het vorige jaar tewerkgestelde personen, ingeschakelde gerechtigden en begeleide gerechtigden, en vóór 31 augustus de volledige lijsten van de tijdens het tweede semester ingeschakelde en begeleide gerechtigden.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 18. De administratie legt vóór 30 juni een jaarverslag over de uitvoering van dit decreet voor advies over aan de Commissie.

De Commissie beschikt over drie maanden om advies te geven.

Vervolgens richt de administratie het verslag en het advies van de Commissie aan de Minister, die het aan de Waalse Regering moet overleggen.

Overeenkomstig artikel 15 van het decreet maakt de Waalse Regering het verslag uiterlijk 1 december aan de Waalse Gewestraad over.

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 20. Het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en dit besluit treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 89

[C - 2004/31576]

25 NOVEMBER 2004. — Collegebesluit nr. 04/535 houdende de bekrachtiging van de verordening nr. 04/07 houdende vaststelling van de begrotingswijziging 2 en B voor het dienstjaar 2004

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De begrotingswijziging 2 - gewone dienst, ontvangsten - voor het dienstjaar 2004 wordt als volgt vastgesteld :

Omschrijving	Krediet		Verhoging/Verlaging	Nieuw krediet
Overboeking	18.819.700	+	597.500	19417.200
Algemene uitgaven en ontvangsten	292.000	+	1.000	293.000
Administratie	1.662.350	-	174.000	1.488.350
Onderwijs	839.100	-	201.000	638.100
Elishout - COOVI	541.000	+	26.000	567.000
Elishout - Avondschoon	1.360.000	+	270.000	1.630.000
Elishout - School voor voeding	4.384.000	-	600.000	3.784.000
Elishout - Verblijf voor jongeren	185.000	+	3.000	188.000
Kasterlinden	1.666.000	+	350.000	2.016.000
Zaveldal	650.000	+	26.000	676.000
Kunst, Cultureel Erfgoed en Musea	414.000	+	3.800	417.800
Gemeenschapscentra	795.000	+	5.500	800.500
Bibliotheekwerking	1.032.000	+	1.000	1.033.000
Algemeen Welzijnsbeleid	69.500	+	46.000	115.500
Jeugdwelzijn	10.350	-	2.050	8.300
Stedelijk Impulsbeleid	10.461.700	+	517.500	10.979.200
Gezondheid	183.000	+	32.500	215.500
Patrimonium	504.000	+	27.500	531.500
Totaal	126.900.819	+	930.250	127.831.069